

De la Résistance à l'action pour la paix

Aujourd'hui la Belgique, contrairement à la France, ne considère plus le 8 mai comme un jour férié, le congé accordé pendant un certain nombre d'années a même été supprimé dans les écoles. Pourtant, cette date est toujours l'occasion, pour les médias et les enseignants, de faire un travail de mémoire sur la Seconde Guerre mondiale, sur le rejet de la guerre et du fascisme, sur l'apport de la construction européenne en faveur de la paix sur notre continent et surtout sur l'horreur des camps nazis.

Paradoxe. Nous commémorons toujours le 11 novembre, sans doute symbole de la fin d'une guerre durement ressentie par la population, mais néanmoins issue d'une guerre des nationalités, d'une guerre entre impérialismes. Pourquoi ce choix, alors qu'un certain nombre d'organisations, notamment patriotiques et de résistance, donnent plus de signification à la commémoration du 8 mai, victoire de la paix et de la démocratie ? Ce mouvement attaché à la signification du 8 mai et plus largement à la défense de la paix trouve ses racines dans les organisations de Résistance de la Seconde Guerre mondiale et, au-delà, dans les mouvements pacifistes et antifascistes des années trente.

Sous l'occupation nazie, de nombreuses organisations de résistance se sont développées dans notre pays. Parmi elles, le Front de l'indépendance, dont l'IHOES possède un certain nombre d'archives, se caractérisait par un profond engagement antifasciste et des préoccupations variées comme la défense des ouvriers, des paysans, des femmes, des Juifs... Il a développé une grande sympathie à l'égard de l'URSS, à la fois comme pays allié et comme centre de l'idéologie d'une de ses composantes principales, le parti communiste.

La guerre terminée, passée la lutte pour un changement politique interne et pour un rôle déterminant de la Résistance, après les prises de positions et les actions antiléopoldistes, le Front de l'indépendance poursuit un combat pour les droits des anciens résistants et développe une politique contre la renaissance du fascisme et en faveur de la paix dont l'orientation est fortement influencée par ses engagements précédents.

Le Fonds Joseph Davenne¹ nous donne quelques renseignements à ce sujet à travers les tracts, convocations, comptes rendus de réunions.

Pour comprendre le contexte, il faut noter que Liège ne se contente pas d'un rôle local et apparaît même comme une ville phare dans la Résistance. Il me suffit de citer les grands meetings internationaux organisés au Palais des Congrès le 10 mai 1959 et le 22 mars 1965. C'est à Liège qu'a lieu le 28 juin 1964 une manifestation nationale d'hommage aux morts de la Résistance. Mais surtout, c'est là qu'est inauguré le 8 mai 1955 le Monument national à la Résistance en hommage à l'action des civils dans la lutte contre l'Allemagne nazie. Certains Liégeois jouent un rôle notable au niveau national et même international. Joseph Davenne est un des trois délégués du FI envoyés au congrès de la FIR (Fédération internationale des résistants) à Varsovie le 26 novembre 1962. Il est également en rapport avec des fédérations de résistants à l'étranger.

Les anniversaires de la libération de Liège en septembre et celui de la victoire sur l'Allemagne nazie en mai prennent, au cours du temps, une signification différente dans l'esprit des organisateurs. Au départ simples dates de commémoration, ils évoluent en véritables fêtes pour la paix et donc contre toute préparation à la guerre. C'est l'occasion de meetings, de colloques et de manifestations en relation avec les préoccupations du moment, qu'il s'agisse de la lutte contre le réarmement de l'Allemagne et son entrée dans l'OTAN, du refus de la prescription des crimes nazis, de la lutte contre

la poursuite des explosions nucléaires et pour la diminution du budget de la Défense nationale. Dans les années soixante, des actions se développent contre la guerre du Vietnam, contre le pouvoir des colonels en Grèce ou en faveur de l'indépendance de Cuba.

En 1964, le « Mouvement du 8 mai », né deux ans plus tôt à l'initiative d'organisations nationales et régionales, se donne pour consigne l'organisation d' « une journée pour la paix et la vigilance ».

La solidarité entre les peuples doit être développée. Le FI noue des liens avec le mouvement de résistance breton Association nationale des anciens combattants de la Résistance de Bretagne et crée un jumelage entre organisations. Lors de la guerre, il a marqué sa sympathie vis-à-vis des prisonniers et partisans russes et envers l'URSS. Nous retrouvons cette tendance dans les hommages aux prisonniers russes. Ensuite, dans le cadre de la guerre froide, il noue avec les peuples situés au-delà du rideau de fer des relations qui sont pour lui un gage de paix. Cela se traduit notamment par l'accueil de groupes folkloriques, comme ce groupe tchèque reçu à Liège en 1963 par le FI et l'Union de la Résistance.

Dans les années 1950-1960, le FI mène une action autonome en faveur de la paix et participe à des ententes et actions réunissant différentes organisations de résistance, comme l'Entente pour la paix, créée en juin 1960 par les représentants de l'Amicale de Dachau, l'Amicale de Neuengamme, l'Armée belge des partisans, l'Armée de la libération, l'Armée secrète (Refuge Byl), les Croix de guerre, la Fédération nationale des combattants (Section François Piette), le Front de l'indépendance, les Milices patriotiques, la Presse clandestine, les Prisonniers politiques de Herstal, l'Union de la Résistance de Liège, Wallonie libre clandestine. « Si nous nous sommes réunis dans le but de promouvoir dans notre région liégeoise un mouvement destiné à soutenir un idéal pacifique, à lutter contre la violence et la haine, c'est parce que nous avons estimé que notre qualité d'anciens combattants, d'anciens résistants, d'anciens prisonniers politiques et de victimes de la guerre, non seulement nous donnait le droit, mais encore justifiait totalement notre attitude. [...] C'est parce que, pendant l'Occupation, nous avons agi fraternellement, qu'aujourd'hui ce même sentiment nous assemble à nouveau pour défendre l'espoir de l'immense majorité des êtres humains. Vous qui avez combattu, vous qui avez souffert, vous qui avez lutté avec nous contre le despotisme criminel et inhumain, votre place est à nos côtés... »² D'autres initiatives sont prises par l'Union de la Résistance de Liège, comme la motion envoyée en octobre 1962 aux mouvements de Résistance contre la renaissance de l'idée fasciste en Belgique.

Le Front de l'indépendance de Liège, représenté par son président Joseph Davenne et son secrétaire Charles Hoferlin, agit en son propre nom et exprime clairement ses préoccupations : « Le Front de l'indépendance a fait une charte de sa lutte contre la renaissance du nazisme et pour la paix » écrit-il en 1961, mais il joue aussi un rôle d'aiguillon parmi les Résistants qui développent des actions en direction des citoyens, comme les pétitions ou les consultations et vers le pouvoir politique, poussant les parlementaires, les conseils communaux et le conseil provincial à prendre position par exemple sur le traité de Moscou de 1963³. Ils envoient des lettres, pétitions, délégations vers les hommes politiques au pouvoir en Belgique, comme Paul-Henri Spaak, mais aussi vers les ambassadeurs des États-Unis et d'URSS, vers des congrès internationaux comme celui de la FIR, vers la délégation belge à l'ONU, vers une réunion de l'OTAN en 1964. Ils soutiennent des organisations internationales comme le Congrès des peuples pour la paix, organisé par le Conseil mondial de la paix en 1952. Ils participent à la mobilisation pour les marches antiatomiques. Certaines de ces activités s'organisent sous l'égide de l'Union de la Résistance, du FI de Liège ou d'organisations dédiées spécifiquement à la paix.

En effet nous retrouvons déjà nombre de Résistants dans des organisations créées spécifiquement pour la défense de la paix dans les années cinquante, les uns venant du FI, d'autres du mouvement renardiste, comme Raymond Latin, ou de la Résistance socialiste.

Ainsi des groupes variés apparaissent, comme le Centre liégeois d'études et d'action pour la non violence (CLAN), créé en 1957 par Arno Hamers, ancien Partisan armé, le Comité d'action féminine pour l'arrêt des expériences atomiques, créé, en 1958, par Vera Hamers-Camatta (FI) et Jeanne Hubaux, le Comité liégeois pour l'aide au développement économique et social des peuples, créé par les deux mêmes militantes, le Rassemblement des femmes pour la paix et le bien-être où se retrouve madame Michot. Il est intéressant de relever que ces dernières, liées au mouvement des Intellectuels antifascistes, appartenaient déjà dans les années trente à des mouvements pacifistes, pépinières de Résistants comme le Comité mondial des femmes contre la guerre et le fascisme. Elles élargissent cette fois leur vision de la paix au développement et au bien-être des peuples. Les enjeux ont en partie changé : nous sommes dans la période de la guerre froide et de ses extensions locales, mais aussi de la lutte des peuples pour leur indépendance, puis de la construction de celle-ci. De son côté, le docteur Marcel Delvigne qui s'était déjà distingué dans l'aide à l'Espagne républicaine, signe des tracts de l'Initiative liégeoise pour la cessation des explosions nucléaires (ILCEN) et de la Contribution belge à la détente internationale – section de Liège.

Dans la décennie suivante, c'est la section liégeoise de l'Union belge pour la défense de la paix, filiale du Conseil mondial de la paix, qui rassemble les énergies. L'UBDP trouve son origine dans le mouvement international pour la paix : le Congrès des intellectuels qui s'est tenu à Wroclaw en 1948 est suivi, en avril 1949, d'un Congrès des partisans de la paix, auquel assistent plusieurs dizaines de Liégeois qui reviennent pleins d'enthousiasme dans la Cité ardente et convaincus de l'utilité de la création d'un mouvement de la paix chez nous. Le Congrès de Varsovie de 1950 aboutit à la création du Conseil mondial de la paix et est suivi, la même année, de l'Appel de Stockholm pour l'interdiction de la bombe atomique. À ce moment, parmi les responsables dans la région, nous trouvons notamment Constant Mawet, Jeanne Klutz, Ernest et Anna Stroobants, tous membres du FI. Hors de l'UBDP, le professeur Jean Hubaux et sa femme Jeanne créent le Mouvement international des enseignants pour la paix⁴. Après une mise en sommeil due au départ du fondateur, François Brouwers, les activités reprennent avec Marcel Delvigne, comme président, Denise Laperches, comme vice-présidente et René Klutz comme secrétaire, Arthur Massart de l'Union des agents communaux liégeois de la Résistance et président de l'Union de la Résistance de Liège, parmi les membres. Les membres du FI sont bien présents avec des responsables comme René Klutz (Comités de lutte syndicale), René Beelen, Joseph Claiskens, Honoré Swinberg.

Dans un premier temps, une Union de la défense de la paix « créée à l'initiative des associations patriotiques liégeoises contre le fascisme, le nazisme, le racisme et l'antisémitisme », se réunit sous la présidence de Joseph Davenne, le 29 avril 1960, pour décider du titre de l'organisation.

La régionale de Liège du FI marque son accord pour son adhésion à l'UBDP en 1961. « La régionale de Liège du Front de l'indépendance marque son accord à l'adhésion éventuelle du Front de l'Indépendance à l'Union belge pour la défense de la paix, à la condition essentielle que l'action menée par cet organisme ne vise qu'à promouvoir et à faciliter l'entente entre les peuples et la défense des principes démocratiques dans le monde. [...] Elle désire pour ce faire qu'il soit tenu compte de la possibilité de co-existence de systèmes sociaux différents en rejetant spontanément tout régime (qui) tendrait à l'exploitation de la personne humaine. » Tout en remerciant pour la place faite au FI dans le comité de l'UBDP, Joseph Davenne regrette qu'on ne lui ait pas fait une place au bureau, montrant par là-même l'intérêt très vif de l'organisation.

À partir de 1964, la guerre du Vietnam figure au premier plan des préoccupations. En 1967, le Rassemblement liégeois pour la paix au Vietnam prépare une manifestation sous la présidence de Raymond Latin et de Jean Verjans du MOC, entourés de personnes telles que Mme Hubaux, A. Claiskens, L. Gaty, sans compter R. Klutz. Le mouvement s'élargit grâce à l'implication notamment de syndicalistes. Une table ronde en janvier 1967 réunit plus de cent responsables des mondes syndical, mutuelliste, culturel et patriotique. Le RLPV devient en 1969 le Rassemblement liégeois pour la paix.

On pourrait trouver étonnant le lien existant entre Résistants, combattant par les armes, la plume ou d'autres actes clandestins et militants pour la paix. Déjà dans l'entre-deux-guerres le combat contre la guerre et le fascisme a conduit logiquement à la lutte armée. Dans l'après-guerre, il ne s'agit pas plus d'une conception « molle » de la paix à tout prix, mais d'une paix dans le respect des hommes et des peuples, dans leurs droits au développement et à l'indépendance. Des préoccupations toujours d'actualité...

Le comité du Congrès mondial des partisans de la paix publie en 1949 une brochure intitulée *Si tu veux la paix, prépare la paix*. Ce slogan accompagne les vœux du mensuel de l'ULDP *Paix par tous et pour tous* de janvier 2007. L'Union liégeoise pour la défense de la paix a remplacé à Liège l'UBDP à la suite de divergences d'opinion entre les directions liégeoise et nationale⁵ et reste aujourd'hui le seul mouvement de paix réellement actif à Liège. Par contre, les grandes manifestations pacifistes ont disparu de notre paysage. En 2003, la manifestation contre la guerre en Irak a réuni à Bruxelles 40 à 50 000 manifestants, dont 4 000 Liégeois mais fait figure d'acte isolé. Sans doute, la fin de la guerre froide a-t-elle réduit les craintes d'un conflit nucléaire généralisé et aujourd'hui, les dangers qui nous menacent paraissent plus multiformes et moins identifiables. Par ailleurs, nous Européens, vivons depuis soixante ans dans le confort d'une paix qui nous fait même ignorer ce qui se passe à nos portes, comme ce fut le cas pour la Yougoslavie et les anciens Résistants ne sont plus à nos côtés pour nous mettre en garde.

Notes

¹ Joseph Davenne a été militant syndical au Syndicat de la défense nationale, résistant responsable des Milices patriotiques de Liège et président liégeois du Front de l'indépendance. Le fonds d'archives conservé à l'IHOES comprend des documents relatifs à la formation et au fonctionnement des Comités de lutte syndicale et des Milices patriotiques et les archives du secrétariat du FI jusqu'en 1969. Les documents utilisés proviennent de deux cartons intitulés Mouvements pour la paix, ± 1960-1969.

Une étude plus approfondie des combats liégeois pour la paix dans l'après-guerre ne pourrait se faire sans analyser le rôle de René Klutz et le fonctionnement de l'UBDP et du RLP (Rassemblement liégeois pour la paix), sans oublier les mouvements d'autres origines comme le Mouvement chrétien pour la paix (MCP). René Klutz, résistant, responsable de Comités de lutte syndicale (CLS), syndicats clandestins, deviendra après la guerre conseiller provincial communiste, secrétaire général de l'UBDP et jouera un rôle dans le syndicalisme enseignant.

² Invitation à une réunion se tenant le 15 juin 1960 au Tivoli.

³ Le 5 août l'URSS, les États-Unis et le Royaume-Uni, suivis de 99 puissances, signent un traité interdisant tous les essais nucléaires dans l'atmosphère, l'espace ou sous la mer à l'exception des essais souterrains.

⁴ Voir R. KLUTZ, *1949-1979, 30 ans de lutte pour la paix*, Liège, UBDP, 1979, 49 p.

⁵ Fondé par René Klutz, il a pour président André Beauvois depuis une quinzaine d'années.